

FRANCK VAN ACKER ET KOEN VLASSENROOT

LES « MAÏ-MAÏ » ET LES FONCTIONS DE LA VIOLENCE MILICIENNE DANS L'EST DU CONGO

PLUTÔT QUE D'INTERPRÉTER LES CRISES VIOLENTES QUI SECOUENT LE CONTINENT EN TERMES DE « NOUVEAU BARBARISME », IL FAUT PRENDRE LA MESURE DE L'ESPACE QU'ELLES OFFRENT AUX GROUPES SOCIAUX MARGINALISÉS POUR RENÉGOCIER LEUR STATUT ET LEUR ACCÈS AUX RESSOURCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES. CETTE ANALYSE DES MILICES MAÏ-MAÏ DANS L'EST DE LA RDC ET DE L'IMPACT DE LA VIOLENCE SUR LA STRUCTURE SOCIALE INCITE À ÉTUDIER PLUS PRÉCISÉMENT LE STATUT DE LA JEUNESSE, DONT LES OPTIONS ONT ÉTÉ LIMITÉES DEPUIS LE DÉBUT DE LA CRISE, DANS UN UNIVERS TRANSFORMÉ PAR LES MUTATIONS ÉCONOMIQUES ET L'AFFAIBLISSEMENT DE L'ORDRE COMMUNAUTAIRE.

UN SON DE TAMBOUR DIFFÉRENT

Le type de conflit qui déchire à l'heure actuelle l'est du Congo remet en cause l'idée traditionnelle selon laquelle la violence tendrait à promouvoir des buts politiques clairement définis. Aujourd'hui, des journalistes comme des universitaires sont très fortement enclins à adhérer à une autre prémisse, qui interprète cette violence comme une nouvelle démonstration d'un « barbarisme africain¹ ». Cependant, notre recherche suggère le besoin d'une perspective différente pour comprendre cette violence comme un acte politique. Le rôle d'une jeunesse dépossédée, cherchant à accéder à un minimum de statut dans un univers social bien moins structuré et plus imprévisible, a rarement été souligné. De plus, l'ampleur des marchés gris et illégaux (ressources extractibles de grande valeur, armes, drogues) et les possibilités de leur intégration ont augmenté de façon très notable. La violence est de plus en

1. R. D. Kaplan, « The coming anarchy ; how scarcity, crime, overpopulation, tribalism and disease are rapidly destroying the social fabric of our planet », *The Atlantic Monthly*, février 1994.

plus utilisée comme un moyen permettant de réorganiser la sphère économique et de contrôler la mobilité à l'intérieur et entre différents espaces. La guerre apparaît alors comme une tentative de concentrer la violence sous des formes contrôlables et échangeables. Comme l'écrit Donald Crummey : « Le véritable défi est de concevoir la violence dans son contexte social, d'apprécier ses racines dans le conflit social et de comprendre pourquoi et comment les gens ont recours à elle ². »

Même les cas où les mouvements rebelles pratiquent des atrocités contre leurs propres communautés (la Lord Resistance Army au nord de l'Ouganda et les différentes milices en Sierra Leone ou au Liberia, par exemple) devraient être compris comme des formes de violence politique. Dans une certaine mesure, la violence devient une attaque contre la société elle-même en réponse à une crise profonde de confiance dans les principes de responsabilité des institutions étatiques ³. En ce sens, la terreur – aussi abjecte et cruelle soit-elle – n'est pas tant exercée au hasard qu'exemplaire, dirigée et proportionnée. Son utilisation fournit aujourd'hui une possibilité d'accès au pouvoir à des générations qui ont souffert de l'implosion du système d'enseignement et de l'exclusion sociale. Cette situation est différente de celle des années 1970, où les jeunes Zaïrois pouvaient espérer, et obtenir, une intégration sociale significative à travers la création de structures alternatives qui constitueront plus tard le noyau de la société civile. Mais les temps ont changé. Dans l'est du Congo, la frustration provoquée par l'exclusion sociale est ressentie par un grand nombre de jeunes Congolais qui montrent une disposition croissante à agir contre ce qu'ils perçoivent comme la cause de la crise actuelle, c'est-à-dire ce qu'ils appellent l'occupation rwandaise de leur province.

Dans ce qui suit, nous centrerons notre analyse sur le rôle de la jeunesse marginalisée dans le conflit. Plus spécifiquement, nous essayerons de comprendre dans quelle mesure la genèse de ces milices de jeunes – celles que l'on appelle les *mai-mai* – et leur utilisation de la violence ont pu provoquer un changement fondamental dans la structure sociale. Nous prêterons aussi attention au fait que les frontières de l'espace économique changent, conférant à ces milices un rôle crucial dans l'articulation des dynamiques locales et régionales, et même au-delà. Mais, avant de développer ces arguments, il est important de faire deux remarques qui permettront au lecteur de contextualiser notre analyse et de la replacer dans un cadre historique.

Il convient tout d'abord d'évoquer le lien entre l'organisation de l'espace et la structure sociale. La fragmentation sociale au Kivu est le résultat d'un long processus qui n'a cessé de modifier l'utilisation économique de l'espace disponible et de la mobilité du travail en son sein. Au Kivu, comme dans d'autres systèmes semi-féodaux, l'utilisation économique de l'espace qui s'exprime

dans les systèmes de propriété foncière reflétait l'organisation sociale. La réorganisation graduelle de cet espace, due à l'émergence de nouveaux acteurs compte tenu de transformations politiques et économiques, surtout après l'indépendance, a miné la structure sociale traditionnelle. Une transformation structurelle de la société rurale en a résulté, la plus importante modification étant le changement survenu dans la nature du risque collectif au niveau communautaire (vu comme réseau de foyers) et au niveau du foyer lui-même. Le marché, plus que les relations patron-clients inhérentes à la structure sociale traditionnelle, a modifié de façon croissante la gestion des risques associés à la subsistance. La nature de ces transformations, combinée à la croissance démographique, a produit un surplus de main-d'œuvre agricole, composé surtout de jeunes hommes.

Mais il convient aussi de considérer le lien entre la violence et la stratification sociale. Sous Mobutu, le principe de stratification – basé sur la conversion de la loyauté politique en biens économiques – nécessitait le recyclage régulier de l'élite politique selon la stratégie proverbiale de « diviser pour régner ». Plus la crise de l'État s'aggravait, plus la disponibilité de biens diminuait. Combinant cette dimension avec l'impulsion démocratique, Mobutu a encouragé des stratégies de sortie (ou de défection) fondées sur des critères ethniques. Les dirigeants politiques locaux ont organisé la sortie d'un groupe particulier en mobilisant tous ceux qui n'y appartenaient pas. Le pillage devait être basé sur une sorte de « self-service ». Condamnée à échouer sur le long terme, la stratégie de Mobutu a fait de la violence fondée sur l'identité ethnique un instrument légitime pour provoquer le changement. Plus spécifiquement, elle a revalorisé le statut de ces jeunes marginalisés dans les réseaux traditionnels de dépendance. La crise des réfugiés rwandais et les guerres qui ont suivi ont renforcé davantage encore l'idée que la violence basée sur l'ethnicité et mobilisée par des groupes de jeunes était devenue le principal moyen de susciter un changement structurel.

Sur la base de ces deux remarques, il nous apparaît que le contexte de désintégration étatique et d'insécurité croissante a permis à de nouvelles stratégies de contrôle économique de se développer. Le désordre, l'insécurité ainsi qu'une situation générale d'impunité ont encouragé la formation de nouveaux réseaux militarisés pour l'extraction de profits économiques. La référence à

2. D. Crummey, « The great beast », in D. Crummey (ed.), *Banditry, Rebellion and Social Protest in Africa*, Londres, Portsmouth, James Currey, Heinemann, 1996, p. 3.

3. P. Richards, « Sur la nouvelle violence politique en Afrique : le sectarisme séculier au Sierra Leone », *Politique africaine*, n° 70, juin 1998, pp. 85-104.

l'appartenance ethnique est devenue une part cruciale des stratégies de contrôle et de résistance. Trois dynamiques différentes, même si elles sont liées, peuvent être distinguées. D'abord, au niveau de la base, la formation de milices a offert des opportunités aux jeunes générations désireuses d'échapper à une aliénation grandissante. Dans le contexte actuel, la violence les aide en effet dans leur recherche de nouvelles formes d'intégration. Beaucoup de jeunes Congolais rejettent aujourd'hui l'ordre politique et social existant, optant pour de nouvelles formes plus égalitaires d'organisation sociale. La violence, comme principal idiome, renforce l'influence de cette génération de « combattants ». Ensuite, l'accent mis sur la violence comme instrument légitime d'interaction sociale donne naissance à un nouveau type d'homme fort au niveau local, dans certains cas d'anciens responsables militaires qui essaient de contrôler le peu qui subsiste des structures locales du marché par des réseaux militarisés informels. Ces « seigneurs de la guerre locaux » trouvent dans les milices populaires une base pour leurs activités d'extorsion, ce qui conforte d'autant la dynamique de création de ces milices. Leurs tentatives de coordonner les activités des différentes branches des *mai-mai* et de les lier aux vestiges des Interahamwe, responsables du génocide au Rwanda, et des FDD⁴ ont donné une dimension supplémentaire au conflit. Enfin, l'émergence de tels « seigneurs de la guerre » ne se produit pas simplement au niveau local mais semble exister aussi au sein des armées rwandaise (APR⁵) et ougandaise (UPDF⁶) actuellement présentes dans l'est du Congo.

**LA FORMATION DES ENCLAVES : LES « MAÏ-MAÏ »
COMME STRATÉGIE DE SORTIE OU D'ENTRÉE ?**

Bannis de toute participation politique significative, de jeunes Congolais, dans l'est de leur pays, ont choisi la violence pour accéder à un semblant d'intégration sociale et bénéficier de quelques « fruits de la modernité ». Outre la possibilité de rejoindre des milices locales, ils ont aussi eu le choix de s'engager dans l'armée rebelle de Kabila comme « *kadogo* » (« petit » en swahili). À Bukavu et à Goma, des centaines de jeunes ont rejoint l'AFDL (Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo) après la défaite des FAZ. La présence de Masasu, qui était alors l'un des quatre dirigeants de l'AFDL, a été un élément important de cette campagne de mobilisation. Masasu, lui-même un jeune de Bukavu, était devenu très populaire auprès de la jeunesse, qui voyait en lui la preuve vivante d'un nouveau mode de mobilité sociale. Les réunions publiques de l'AFDL à Goma et à Bukavu ont converti de nombreux jeunes : d'auditeurs attentifs, ils sont devenus des participants actifs dans ce qui était présenté comme une guerre de libération. Cependant, ces jeunes, com-

munément appelés *kadogo*, étaient surtout mus par des motifs opportunistes plus que par un nouveau patriotisme. Après tout, ils n'avaient jamais connu ce que pouvait être l'État. Selon une enquête⁷, 25 % des *kadogo* auraient rejoint l'AFDL sur la promesse d'une compensation généreuse, d'une position dans la société et d'autres gains matériels. Pour environ 28 % d'entre eux, leur situation et l'absence de possibilité d'emploi les avaient contraints à considérer d'autres options, 15 % affirmant qu'ils avaient été convaincus par d'autres *kadogo*. La vengeance contre les ex-FAZ n'était citée que par 15 % de l'échantillon, et seulement 7 % affirmaient avoir rejoint l'AFDL par volonté patriotique, pour libérer le pays des chaînes de Mobutu. L'enquête révélait également que la plupart des jeunes avaient pris leur décision sans consulter leurs parents : seuls 20 % étaient devenus combattants avec l'accord de leur famille.

Sur le terrain, étant donné leur manque d'entraînement, les *kadogo* se sont avérés l'une des composantes les plus faibles du front et n'ont donc pratiquement eu aucune responsabilité dans la conduite de la guerre. Le mieux qu'ils pouvaient espérer était de recevoir une formation comme garde du corps d'un responsable militaire. La plupart des *kadogo* considéraient Masasu comme leur seul dirigeant. Après l'arrestation de ce dernier en 1997, ils ont dû se regrouper en grande majorité dans des camps d'entraînement tels que Kibomango, près de Kisangani, où ils ont été presque totalement exclus de toute participation militaire. Beaucoup ont alors quitté les camps pour rejoindre les rangs des *maï-maï*, tandis que d'autres sont restés et ont été intégrés dans différents groupes armés sous la tutelle rwandaise ou ougandaise.

Un sentiment de frustration à l'encontre de Kabila et une réaction contre sa décision d'emprisonner Masasu peuvent certainement éclairer de tels choix. Cependant, demeurer au sein de l'armée apparaissait comme une meilleure alternative à un retour dans leur famille. Il convient de nuancer ici la signification du terme « armée », qui suggère une force structurée. Les armées présentes en RDC sont pour l'essentiel constituées d'irréguliers. Comme Charles Onyango-Obbo le notait dans une chronique de l'hebdomadaire *The East African* : « La plupart des soldats, sinon tous, à l'exception des deux armées étrangères, sont des irréguliers, recrutés parmi la racaille des villages, les petits voleurs de rue, les soldats démobilisés et les miliciens⁸. »

4. Forces de défense de la démocratie, rébellion burundaise.

5. Armée patriotique rwandaise.

6. Uganda People's Defence Forces.

7. Enquête de l'Unicef, Bukavu, 1997.

8. C. Onyango-Obbo, *The East African*, Nairobi, 13 décembre 1999.

Il est utile ici de revenir sur le rôle et la position des *mai-mai* comme expression particulière d'intégration sociale et de résistance. Tout d'abord, il faut noter que les formes organisées de résistance sociale ne se sont pas développées sur un terrain vierge mais s'inscrivent dans une certaine trajectoire historique. Ensuite, il convient d'appréhender les origines de la résurgence actuelle des *mai-mai* à l'intérieur d'une dynamique d'exclusion sociale. Enfin, nous voudrions montrer que les *mai-mai* peuvent être considérés comme une sorte d'« enclave », au sens que P. Richards donne à ce terme.

La résistance locale, dans l'est du Congo, ne s'est pas développée sans lien avec le passé, elle s'est construite sur de solides croyances traditionnelles. À différentes époques, sans remonter trop loin dans le passé, des milices tribales locales ont mobilisé la population pour défendre l'ordre rural traditionnel contre ce qui était perçu comme des influences étrangères, notamment coloniales. On peut citer les cas des Kitawala, au Nord-Kivu, et de la secte des Binji Binji, dans le Sud-Kivu, en 1931. Le terme *mai-mai* apparaît pour la première fois dans les années 1960, lorsque des milices, au sein des Babembe, au Sud-Kivu, se sont alliées avec la rébellion muleliste contre l'armée de Mobutu. La principale raison de leur existence était de contrer ce qu'elles percevaient comme un empiètement de leurs zones tribales par les Banyarwanda, dans la région de Fizi-Baraka. Les origines de la résurgence actuelle des *mai-mai* doivent être recherchées dans une dynamique d'exclusion sociale. Il n'est donc pas surprenant que les milices soient réapparues dans les communautés les plus marginalisées. Déjà, au début des années 1990, des jeunes des zones de Congo-Manday et de Kasingi (au Nord-Kivu) ont formé des gangs ruraux, connus sous le terme de « Kasingiens ». Ceux-ci s'en prenaient à l'ordre politique existant, notamment au pouvoir des chefs traditionnels, qu'ils considéraient comme des « prostituées » de Mobutu. On ne peut donc conclure que les liens, ou une continuité historique, avec des formes locales de résistance conduisent automatiquement à une alliance entre les autorités traditionnelles et les *mai-mai*. À partir des Kasingiens, des milices se sont créées dans d'autres zones de l'est du Congo. Les Kasingiens ont bientôt amorcé une collaboration avec d'autres groupes : les Ngilima, basés dans le Lubero et autour de Beni (Nord-Kivu), dont les membres étaient essentiellement nande (comme les Kasingiens), les Katuku, opérant dans la zone au sud de Walikale (Nord-Kivu), et les Batiri, combattant, eux, dans le Masisi (également au Nord-Kivu). En 1993, ces groupes ont joué un rôle essentiel dans les campagnes contre les communautés banyarwandaïses du Nord-Kivu. À cette époque, les termes « *mai-mai*/Bangilima » ont commencé à désigner de façon vague tout groupe de jeunes en armes, suggérant quelque peu prématurément leur unification⁹. Depuis le déclenchement de la violence au Nord-Kivu, cependant, cette

tendance à l'unification est plus proche de la réalité, les milices locales ayant joué un rôle crucial dans le développement de réseaux sociaux militarisés.

Les nouvelles milices, dans l'est du Congo, doivent selon nous être interprétées comme des expériences de formes plus égalitaires d'organisation sociale solidaire et protectrice, avec la violence comme principal mode discursif. On sait que d'étranges modes vestimentaires, de comportement et de violence sont associés aux *mai-mai*. Cette étrangeté est généralement liée à l'usage de pratiques spirituelles développées par leurs propres médiums et devins (les *ganga-mai*, qui sont surtout des filles), destinées à les rendre invulnérables pendant les actions militaires : ainsi les *mai-mai* croient-ils que les balles se transforment en eau. Mais, au-delà de ces croyances, le plus important ici est leur code moral très strict, qui cherche à établir et à mettre en pratique une forme d'égalitarisme entre membres de la milice. En ce sens, les fétiches fonctionnent comme des marques d'appartenance et d'association entre les différents individus. De ce point de vue, le mouvement *mai-mai* peut en effet être considéré comme une sorte d'« enclave ». Par ce terme, nous entendons une organisation de type égalitaire qui se différencie de la structure sociale locale, par son agencement interne et ses rapports égalitaristes, mais aussi – et c'est là le plus important – par un rejet global de toute la société¹⁰. En fait, ce type d'organisation apparaît comme une réaction contre des institutions étatiques déficientes et se présente comme une alternative à l'ordre patrimonial existant.

Ainsi, la formation des *mai-mai* est un processus social qui, dans son refus de l'ordre institutionnel, crée sa propre rationalité, spécialement quand le contexte environnant offre des possibilités de créer et d'exploiter des réseaux commerciaux clandestins et autorise le développement d'activités de « seigneurs de la guerre ». Dans un premier temps, les autorités traditionnelles ont considéré les *mai-mai* comme un instrument utile pour défendre leur position de contrôle de l'allocation des terres. Plus dangereusement peut-être, et première indication de leur penchant, le mouvement a aussi servi les intérêts d'hommes d'affaires locaux dès le tout début de sa résurgence. Il est généralement admis, par exemple, que les marchands nande ont mobilisé les Bangilima

9. Il existe en fait de nombreuses différences entre les diverses générations de *mai-mai*. La première génération, qui émerge dans le Nord-Kivu au début des années 1990, et la seconde – les Batembo près de Bunyakiri, et les Babembe près de Fizi –, partagent dans une certaine mesure les mêmes valeurs et normes de comportement. Les groupes qui sont apparus après le début de la rébellion du RCD sont, eux, d'une nature différente. En effet, certains de ces groupes recrutent surtout parmi la jeunesse urbaine ou se développent dans des régions où les *mai-mai* n'existaient pas auparavant ou qui n'ont pas la même tradition de révolte.

10. M. Douglas, *In the Wilderness: the Doctrine of Defilement in the Book of Numbers*, Sheffield, JSOT, 1993.

dans leur compétition avec les hommes d'affaires tutsi pour protéger leurs positions économiques dans le Nord-Kivu. La même ambiguïté peut être déjà repérée dans le rôle – paradigmatique – joué par l'armée zairoise (FAZ). Dès 1986, les FAZ – comme plus tard les Kasingiens – étaient très actives autour de Beni, officiellement pour empêcher les dissidents congolais de s'infiltrer à partir de l'Ouganda voisin. En réalité, les officiers des FAZ ont créé localement une atmosphère d'insécurité permanente afin de protéger leurs activités privées de taxation, basées sur le contrôle et l'exportation du café, de l'or et d'autres minéraux. Les FAZ et la police ont été activement impliquées dans l'orchestration de différents épisodes de violence ethnique, ce qui leur permettait de tirer profit du désordre pour leurs affaires et leur offrait un gain financier en proposant une protection aux plus offrants.

Cette description soulève plusieurs questions quant au rôle et à la position des *mai-mai* dans les développements à venir du conflit. Constituent-ils simplement une interprétation moderne du brigandage traditionnel ou sont-ils des bienfaiteurs cherchant à libérer le Kivu de ses suzerains ethniques ? Pour clarifier cette question, il nous faut considérer plus en détail le contexte du conflit actuel dans les provinces du Kivu et la manière dont les *mai-mai* s'y insèrent.

« KOMONA CLAIR ¹¹ » : ÊTRE SAGE OU RUSÉ ?

Nous voudrions développer ici les arguments suivants : d'abord, à différents niveaux, la guerre est devenue un moyen alternatif de générer des profits, du pouvoir et de la protection. Le phénomène des « seigneurs de la guerre » n'est pas limité aux seuls acteurs locaux mais est également le fait de nombreux anciens chefs des FAZ, ou FAC, et de commandants des armées rwandaise et ougandaise impliqués dans les différentes phases du conflit au Kivu. Ensuite, le contexte prolongé de la guerre et l'implosion de l'État ont permis de lier des réalités locales à des dynamiques politiques régionales. Enfin, l'action des *mai-mai* traduit le succès de l'alliance entre des acteurs qui se situent à des niveaux différents pour employer au mieux le pouvoir potentiel de cette structure informelle et gagner le contrôle économique.

L'arrivée de plus d'un million de réfugiés rwandais et burundais a permis de renforcer le lien entre les activités de recherche de rente et l'utilisation de la force militaire, comme le rapport de la Commission d'enquête internationale des Nations unies sur le commerce des armes légères l'a révélé. En réunissant trois éléments – les différents acteurs militaires et les milices de la région (Interahamwe inclus), les fonds de l'État rwandais pillés par les responsables du génocide et les facilités logistiques fournies par Mobutu –, les camps de réfugiés ont offert des conditions idéales à la prolifération illimitée des armes.

La position des *mai-mai* dans un tel contexte peut paraître relativement trompeuse. Ces derniers légitiment en général leurs actions par une idéologie ethnique très affirmée; cependant, le contenu de cette idéologie ne semble pas très assuré, dans la mesure où les alliances conclues par les *mai-mai* sont fluctuantes et dirigées vers des buts à court terme. Cela explique pourquoi ils ont rejoint la rébellion conduite par Kabila contre Mobutu, puis s'y sont opposés lorsque celle-ci prit le pouvoir. Le soutien initial à l'AFDL peut s'interpréter comme la poursuite de leur conflit antérieur contre une coalition de combattants hutu et d'Interahamwe rwandais. On explique habituellement que les *mai-mai* ont commencé à s'opposer à Kabila lorsque l'AFDL est devenue un mouvement dirigé par les Tutsi, annonçant l'occupation rwandaise. Pour illustrer cette thèse, des observateurs présentent la destruction des « tombes royales » de Kabare et le pillage généralisé perpétré après la seconde invasion de l'APR comme les principaux motifs de la formation de nouveaux groupes *mai-mai*. Sans écarter cet argument, on peut souligner que le mouvement *mai-mai* a renversé son alliance devant le refus de Kabila de récompenser sa participation dans la campagne militaire contre les réfugiés hutu. Au lieu d'être récompensés, en effet, un grand nombre d'entre eux se sont retrouvés dans des camps, comme celui de Kapalata, près de Kisangani. Ces camps n'étaient rien d'autre que des prisons où beaucoup sont morts du choléra et de malnutrition. À partir de 1997, la plupart des groupes *mai-mai* se sont alliés à des bandes vagabondes défaites d'Interahamwe, d'ex-FAR et des membres des FDD burundais. Autre exemple, une force combinée de *mai-mai*, d'Interahamwe et de rebelles de l'ADF ougandais a mené des attaques dans l'Ouest ougandais afin de conquérir l'aéroport de campagne de Nyakahuka et s'assurer ainsi un mode d'acheminement de leurs approvisionnements¹².

Cet épisode suggère une consolidation autant politique que militaire du mouvement. Cependant, la référence à l'« antitutsisme » peut recouvrir bien des réalités. Les *mai-mai* continuent d'être une force d'allégeance incertaine qui, alliée à des individus en quête de pouvoir, constitue un instrument flexible et efficace de déstabilisation, et demeure difficilement compréhensible. À titre d'illustration, on peut citer les contacts pris avec des exilés mobutistes, qui furent un temps leurs adversaires durant la campagne de l'AFDL. Un certain Gahala,

11. « *Komona clair* » est une expression utilisée à Kinshasa qui signifie littéralement « voir juste pour se comporter sagement ». En pratique, elle renvoie à la capacité de se comporter de manière plus habile et rusée que les autres.

12. « Rwandan, DR Congo rebels implicated in attacks in western Uganda », *The New Vision*, Kampala, 18 décembre 1999.

représentant les rebelles hutu, et un certain Ferudji, envoyé par les *mai-mai*, ont rendu visite à l'ancien chef d'une unité spéciale des renseignements créée par Mobutu, le colonel Boluka, en Afrique du Sud. Il semblerait que les deux émissaires aient reçu près de 20 millions de dollars pour l'entraînement d'une force rebelle de 22 000 hommes¹³.

Ce dernier exemple montre bien comment le contexte actuel de guerre et d'implosion de l'État lie directement des réalités locales à des dynamiques politiques régionales par l'intermédiaire de réseaux militarisés informels. Des potentats locaux émergents – qu'il s'agisse d'ex-mobutistes, d'ex-FAC ou d'autres – cherchent à unifier les différents groupes armés, souvent ethniquement homogènes, dans la défense de leurs intérêts personnels. Dès le début 1997, une première tentative sérieuse de coordination des activités de différents groupes *mai-mai* et de groupes politiques urbains prenait forme au Sud-Kivu. Depuis le commencement de la seconde rébellion, en août 1998, de nouveaux essais d'unification de tous ces groupes obtenaient davantage de succès. D'une part, la nature du conflit actuel confère au mouvement une nouvelle légitimité dans sa lutte contre la domination rwandaise. En ce sens, la promotion, par Laurent Désiré Kabila, de quelques commandants *mai-mai* à de hautes fonctions militaires, comme composante de sa posture ultranationaliste destinée à lui assurer une légitimité interne, a permis une nouvelle dynamique et a conduit à une augmentation de l'activité militaire. De l'autre, le désordre actuel fournit les conditions nécessaires à la formation de nouvelles milices et, plus important encore, à la militarisation accrue des réseaux sociaux et économiques informels. Des groupes de *mai-mai*, ainsi que des Interahamwe ou des FDD, contrôlent l'essentiel des districts miniers et des marchés locaux et créent leur propre économie de guerre locale afin de poursuivre leurs activités militaires.

L'une des conséquences les plus frappantes de la rébellion du RCD qui a débuté en 1998 est effectivement l'importance croissante des *mai-mai*. La présence de l'APR favorise le développement de nouveaux groupes de miliciens et la mobilisation des jeunes générations dans ces milices. Rejoindre de tels groupes semble en effet le meilleur moyen de résister à l'APR tout en offrant simultanément de nouvelles opportunités à ces jeunes générations. En milieu rural, cette dynamique encourage la tendance au glissement de l'autorité vers une nouvelle classe de « seigneurs de la guerre ». Depuis 1998, les groupes *mai-mai* ne recrutent plus seulement chez les jeunes paysans marginalisés, mais aussi au sein d'une jeunesse urbaine plus instruite. Dans la plupart des cas, ces nouvelles recrues sont mues par des motivations économiques individuelles plus que par des sentiments patriotiques ou nationalistes. Il ne fait cependant aucun doute que la force actuelle des *mai-mai*, depuis les accords

de Lusaka, correspond aussi aux efforts du gouvernement de Kinshasa de mobiliser ces milices afin de tenter d'ouvrir un second front dans les provinces de l'Est. Depuis août 1999, on observe un accroissement des capacités militaires et des actions de ces milices de base dans le Nord- et le Sud-Kivu. Il est très vraisemblable que les dirigeants *maï-maï* Dunia près de Fizi et Baraka, Padiri près de Bunyakiri, Shikatende sur les moyens plateaux et Luecha à Shabunda et Mwenga, reçoivent régulièrement de l'aide militaire depuis leur promotion comme commandants des FAC en septembre 1999. De plus, les incitations des milices Interahamwe et FDD à la création de milices locales afin de légitimer leur existence traduisent aussi la puissance militaire accrue des *maï-maï*. Nombre de groupes *maï-maï* sont maintenant entraînés et contrôlés par des dirigeants Interahamwe ou FDD, notamment dans le Sud-Kivu. Pour le RCD, les *maï-maï* représentent désormais une menace militaire réelle. Comme nous le confiait un commandant local du RCD, « ils sont maintenant capables de se présenter sur un front large et de mener des opérations militaires, ce qui est nouveau ». Une coalition de FDD, d'Interahamwe et de *maï-maï* contrôle ainsi une grande partie des campagnes, alors que la violence au Sud-Kivu gagne aussi les alentours de Bukavu.

Les dirigeants de milices contrôlant l'essentiel des activités économiques dans les zones riches en minerais, les groupes *maï-maï*, ainsi que les Interahamwe et les FDD, créent leur propre économie de guerre et sont en train de prospérer, ce qui a entraîné, depuis la fin 1999, une dégradation de la sécurité dans les districts miniers. Aspect important pour une résolution durable du conflit au Congo, le désordre actuel favorise la formation de nouvelles situations de contrôle économique, et donc la perpétuation des conditions qui alimentent le conflit. La guerre devient une manière de créer un système alternatif de profit, de pouvoir et de protection¹⁴. Même à la base, les relations économiques sont aujourd'hui militarisées. Il y a, bien sûr, l'extorsion plutôt traditionnelle perpétrée par les diverses milices. Très mal payés, quand ils le sont, les soldats survivent par le vol, le pillage et le harcèlement. Ce sont souvent les commandants locaux qui organisent ces razzias, se changeant pour l'occasion en petits entrepreneurs. Dans les régions sous contrôle *maï-maï*, les combattants obligent la population locale à travailler pour eux et à payer des taxes sur les marchés locaux. Le développement du phénomène des

13. C. Braeckman, « Les armées officielles coopèrent », *Le Soir*, Bruxelles, 10 mars 1998. Boluka est l'un des co-fondateurs du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) qui était à l'origine un mouvement d'opposition composé d'anciens mobutistes. La plupart de ses membres ont plus tard rejoint le RCD-Goma.

14. D. Keen, « The economic functions of violence in civil wars », *Adelphi Paper*, n° 320, 1998.

« seigneurs de la guerre » comme stratégie de contrôle économique renforce encore la dynamique de formation des milices. L'utilisation de la violence permet l'émergence d'un nouveau type d'hommes forts (il s'agit dans la plupart des cas d'anciens responsables militaires) qui tentent de contrôler les marchés restants au moyen de réseaux informels militarisés. Ces potentats locaux cherchent à avoir la haute main sur la production artisanale de biens à haute valeur. Ainsi, depuis septembre 1998, un ancien général des FAC a incité à la confrontation ethnique tout en recrutant des combattants parmi les Warega dans les zones de Kamituga et de Mwenga (Sud-Kivu) riches en or. Afin d'obtenir le contrôle de l'exploitation de ce minerai autour de Kamituga et de modifier les conditions de son commerce, il a cherché à se coordonner avec différents groupes *maï-maï* et des milices rwandaises et burundaises présentes dans la région. Un autre dirigeant contrôle les mines d'or de Lulinga, alors qu'un troisième responsable *maï-maï* a la haute main sur le commerce de l'or entre le Sud-Kivu et la Tanzanie.

Le phénomène des « seigneurs de la guerre » ne se limite cependant pas aux seuls acteurs locaux. Il semble expliquer le comportement de quelques commandants de l'APR et de l'UDPF présents dans l'est du Congo¹⁵. La plus importante recherche de rentes par la violence est sans aucun doute le fait des forces externes impliquées au Congo. La preuve en est l'étendue des activités commerciales vers Kigali ou Kampala organisées par ces chefs militaires proches des centres de décision ougandais et rwandais. La question qui se pose alors est de savoir si de telles pratiques sont liées à la situation de conflit et d'anarchie ou si, au contraire, elles sont fonctionnelles pour ceux qui contrôlent ces réseaux illicites. Sans que cela vaille comme réponse définitive, il est plus que douteux que les seules motivations sécuritaires expliquent le soutien rwandais et ougandais à la seconde rébellion. Même une forte présence militaire ne peut complètement fermer aux insurgés les frontières du Congo avec le Rwanda et l'Ouganda ; elle n'a pu empêcher l'assassinat de 8 touristes à Bwindi en mars 1999 ou le rassemblement, à Walikale, de près de 4 000 Interahamwe désireux d'entrer au Burundi. Il serait plus réaliste de dire que, depuis 1996, l'intervention au Zaïre a ouvert d'importantes possibilités commerciales et rendu plus facile l'extraction de rentes économiques à travers l'exploitation des mines. Comme on le sait aujourd'hui, officiers ougandais et rwandais sont activement impliqués dans l'exploitation de l'or et autres biens de grande valeur tels que le coltan. L'attitude initiale de Kabila a rendu possibles de telles pratiques. Il faut citer, par exemple, la création de la compagnie Caleb International par Salim Saleh – demi-frère de Museveni et général de l'UPDF – en 1997 afin d'obtenir le monopole sur la production des mines d'or de Kilomoto¹⁶. Une fois parvenu au pouvoir, Kabila a voulu

restreindre ces activités et contrôler lui-même la production minière, ce qui a aiguïé les frictions avec ses alliés dès le début de l'année 1998. Le soutien de ces derniers à la seconde rébellion suggère la primauté des motivations économiques sur les raisons sécuritaires. Tant du côté du Rwanda que de l'Ouganda, les lobbies militaro-commerciaux profitent d'un contexte d'insécurité pour accroître leur contrôle du tissu économique encore existant, souvent en mobilisant des hommes d'affaires locaux comme à Goma, à Bukavu ou à Kisangani, et en les mettant en contact avec des partenaires commerciaux internationaux. Ces activités ne se limitent pas à l'exploitation des mines mais concernent également l'importation de produits pétroliers et d'autres biens de consommation, comme les cigarettes. Dans les zones contrôlées par l'APR, des agents rwandais ont été assignés à tous les services susceptibles de générer des revenus. Si les entrepreneurs militaires tirent avantage de ce climat d'insécurité, ils sont aussi à l'origine de nouvelles tensions liées à des intérêts divergents, comme en témoignent les incidents qui sont survenus entre l'APR et l'UPDF à Kisangani.

La configuration actuelle des forces n'autorise guère l'optimisme quant à une paix prochaine. En s'opposant aux effets de l'effondrement de l'État et de l'intervention d'armées étrangères, la jeunesse rurale a mobilisé certaines traditions et de nouvelles conditions de mobilité dans une interprétation moderne de la défense coutumière, laquelle est basée sur la signification sociale de la terre. Comme nous l'avons vu, cela n'équivaut pas toutefois à se lier avec les représentants traditionnels de l'autorité. La crise du tissu social a plutôt entraîné un déplacement de l'autorité vers ces jeunes combattants. C'est un sentiment commun d'antipathie et d'hostilité qui a permis de tisser des liens entre ces diverses milices locales appelées *maï-maï* et d'autres groupes armés d'origine étrangère errant dans les campagnes congolaises. La consolidation de telles alliances reste cependant douteuse. En effet, l'idéologie commune à ces groupes n'ayant guère d'ancrage, leurs alliances changent constamment. Les forces régionales poussent au maintien de la

15. Voir le dossier de *Politique africaine* sur l'Ouganda, « L'Ouganda, une puissance régionale ? », n° 75, octobre 1999, et celui sur le Zimbabwe, « Zimbabwe, l'alternance ou le chaos », n° 81, mars 2001.

16. Pour l'année fiscale 1996-1997, l'Ouganda exporta pour une valeur de 100 millions de dollars d'or, ce qui constituait l'un des principaux postes pour l'acquisition de devises fortes. En comparaison, pour les deux précédentes années fiscales, la valeur des exportations d'or était, respectivement, de 12,44 millions et 34 millions de dollars. Comme un article paru dans *The New Vision* le 24 avril 1997 l'expliquait, « cette augmentation est due selon un responsable de la Banque [centrale] à l'entrée d'or en provenance du Zaïre voisin ». Voir F. van Acker, *Beyond Berlin*, NCOS, miméo, juin 1998.

faiblesse de l'État congolais et incitent à la création d'une économie de guerre internationalisée. Les chefs militaires – anciens et nouveaux, congolais et étrangers – qui ont émergé dans ce contexte de guerres récurrentes sont devenus de nouveaux potentats. Pour obtenir le succès et consolider leur maîtrise de la situation, ces nouveaux entrepreneurs ont besoin de recruter des milices locales qui appuient leurs stratégies politiques ou économiques. Plutôt que de développer une référence idéologique commune qui pourrait s'inscrire dans une nouvelle tentative de construction de l'État, ces réseaux se trouvent ainsi mobilisés et divisés dans un processus continu de transformations, sur des bases ethniques et/ou selon des considérations financières ■

Franck van Acker, Center for Third World Studies
Koen Vlassenroot, université de Gand

Traduit de l'anglais par Roland Marchal